

PREFET DU VAL-D'OISE

Cergy, le 25 JAN. 2011

Direction régionale et interdépartementale  
de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France  
Unité Territoriale du Val d'Oise  
203 les Chênes Bruns – 95000 CERGY PONTOISE

## RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

**Objet de l'affaire :** Rapport suite à la réception du bilan de fonctionnement – rapport proposant une mise à jour des prescriptions techniques applicables à la Société HUTCHINSON

**Site :** HUTCHINSON  
ZAE de l'Esches  
4 rue de Londres  
BP 80041  
95340 PERSAN

**Siège social :** HUTCHINSON SNC  
2 rue Balzac  
75008 PARIS

L'article R 512-45 du code de l'environnement prévoit la remise d'un bilan de fonctionnement pour certaines installations classées relevant du régime de l'autorisation d'exploiter. L'arrêté ministériel du 29 juin 2004 *relatif au bilan de fonctionnement prévu par le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié* précise les activités concernées et le contenu d'un bilan de fonctionnement et les entreprises soumises à autorisation au titre de la rubrique 2660 sont soumises à cette obligation de remise d'un bilan de fonctionnement, ce qui est le cas de la Société HUTCHINSON à PERSAN.

L'exploitant a donc remis un bilan de fonctionnement en date du 31 janvier 2007 complété le 30 juillet 2007 et le 16 juin 2008. Le présent rapport fait l'analyse de ce bilan de fonctionnement complété.

Il propose à M. le Préfet du Val d'Oise de mettre à l'ordre du jour du CODERST le projet de prescriptions annexé au présent rapport, afin de mettre à jour les prescriptions techniques s'appliquant à HUTCHINSON au vu des évolutions présentées dans le bilan de fonctionnement et des résultats des contrôles inopinés diligentés par l'inspection des installations classées sur ce site.

## **I – PRESENTATION DU SITE**

La Société HUTCHINSON est située à PERSAN. Elle est spécialisée dans la transformation du caoutchouc pour des applications militaires et industrielles. Le site de PERSAN comprend deux départements du groupe HUTCHINSON :

- le département *défense et sécurité*, qui fabrique des dispositifs de sécurité en caoutchouc pour les véhicules de l'armée de terre et la police (systèmes de roulage à plat, chambres increvables, éléments de chenilles, ...) et des galets et patins de chars ;
- le département *tuyaux* fabrique des produits pour l'eau, le gaz, les produits alimentaires, le carburant ...

Des élastomères et des adjuvants sont mélangés, puis extrudés ou moulés en fonction des produits. Les pièces sont ensuite ébavurées et ébarbées. Le site produit 300 t de caoutchouc par mois. Il comprend 15 bâtiments sur une superficie totale de 89 450 m<sup>2</sup> :

- les ateliers de fabrication,
- le département de développement,
- le magasin,
- l'atelier de maintenance,
- les bureaux,
- la chaufferie,
- une cuve aérienne de fioul lourd (200 m<sup>3</sup>).

Le site travaille 5 jours sur 7, en 2 x 8 ou 3 x 8 en fonction de la charge de travail. L'entreprise est autorisée par arrêté préfectoral du 10 décembre 1997. Un arrêté préfectoral complémentaire du 30 décembre 2004 encadre les prélèvements d'eau du site en cas de sécheresse. Cet arrêté préfectoral complémentaire est en cours de modification par l'Inspection des Installations Classées.

Les installations classées concernées, mises à jour en fonction du bilan de fonctionnement fourni, figurent dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Alinéa	AS, A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2661	1a	A	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de)  1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, densification, etc.),	<b><u>SECTEUR N° 1</u></b> Capacité de production de 15 t/j  <b><u>SECTEUR N° 3</u></b> 5,4 t/j + 200 kg/j  <b><u>SECTEUR N° 5</u></b> 6 t/j	Quantité de matière susceptible d'être traitée	$Q \geq 10$	t/j	26,6	t/j

2661	2b	D	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de)  2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.)	<u>SECTEUR N° 2</u>	Quantité de matière susceptible d'être traitée	$20 > Q \geq 2$	t/j	2	t/j
2575		D	Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565	<u>SECTEUR N° 3</u>	Puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation	$> 20$	kW	22	kW
1432	2b	DC	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de)	<u>SECTEUR N° 6</u> Dépôt de liquides peu inflammables : dépôt aérien (fioul lourd) de 200 m³	Capacité équivalente totale	$10 < C_{eq} \leq 100$	m³	13,3	m³
2910	A2	DC	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167-C et 322-B-4.  A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, ... des fiouls lourds	<u>SECTEUR N° 6</u> Gaz naturel : puissance thermique de 7,83 MWth  Fioul lourd : puissance thermique de 10,2 MWth	Puissance thermique maximale de l'installation	$2 < P < 20$	MWth	18,03	MWth
2663		NC	Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)  2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques	Stockage de produits finis	Volume susceptible d'être stocké	$< 1\ 000$	m³	700	m³
2662	b	NC	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de)	<u>SECTEUR N° 1</u>	Volume susceptible d'être stocké	$< 100$	m³	42	m³

A : autorisation ; E : enregistrement ; DC : déclaration contrôlée ; D : déclaration ; NC : non classé

Les modifications apportées dans ce tableau de classement concernent :

- la rubrique 2662 (Polymères {matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques} {stockage de}) de la nomenclature des installations classées, passant du régime déclaratif au régime non classé, suite à une évolution de la nomenclature relevant les seuils ;
- la rubrique 2661 de la nomenclature des installations classées, passant du régime déclaratif au régime de l'autorisation d'exploiter, suite à l'évolution de la nomenclature des installations classées ;

- la rubrique 2663 est ajoutée dans le tableau de classement, bien qu'elle soit sous le seuil de classement : elle correspond au stockage de produits finis sur le site, existant mais qui n'avait pas été intégré au tableau de classement, et à la création, en 2002, d'un magasin de stockage des tuyaux à base de caoutchouc.

Les activités suivantes disparaissent du tableau de classement :

- les installations de compression d'air, puisque la rubrique 2920 de la nomenclature des installations classées a été modifiée par décret n°2010-1700 du 30 décembre 2010 et elle ne classe plus les installations qui compriment des gaz non inflammables et non toxiques, ce qui est le cas sur le site HUTCHINSON PERSAN ;
- la rubrique 1180 correspondant aux transformateurs PCB, ceux-ci ayant été démantelés. L'exploitant a fourni, en date du 07 février 2008, les justificatifs de la bonne élimination de ces transformateurs PCB qui peut donc être actée conformément à l'article R 512-66-1 du code de l'environnement ;
- la rubrique 2260 (broyage, concassage, mélange), qui correspondait au mélange des caoutchoucs avant vulcanisation et qui est maintenant englobée dans la rubrique 2661 ;
- la rubrique 2661.1 réalisée dans le secteur 4 a été arrêté et le bâtiment correspondant a été détruit ;
- la rubrique 2561 (Métaux et alliages {trempe, recuit ou revenu}), correspondant à une activité qui n'a jamais été exercée sur le site et qui n'est pas non plus en projet sur ce site ;
- la rubrique 2660, qui relevait du régime de l'autorisation d'exploiter : la circulaire DPPR/SEI/GV-238 du 17 décembre 2003 précise les critères de classement dans les rubriques 2660 à 2663. Elle précise ainsi que la rubrique 2660 concerne les activités de synthèse ou modification chimique de polymères pour produire une substance. Or, l'activité exercée par HUTCHINSON est uniquement de la transformation, mais pas de la synthèse. Cette activité relève donc de la rubrique 2661 de la nomenclature des installations classées, et est donc reprise sous cette rubrique dans le tableau de classement ci-dessus.

Suite à la mise à jour de la situation administrative, la Société HUTCHINSON ne sera plus redevable de la fourniture d'un bilan de fonctionnement, puisque les rubriques relevant du régime de l'autorisation dans le tableau de classement modifié ne sont pas visées par l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 listant les installations classées concernées.

## II – ELEMENTS TRANSMIS PAR L'EXPLOITANT

L'exploitant a transmis son bilan de fonctionnement en date du 31 janvier 2007 complété le 30 juillet 2007 et le 16 juin 2008. L'arrêté ministériel du 29 juin 2004 précise le contenu du bilan de fonctionnement :

- a) Analyse du fonctionnement de l'installation au cours de la période décennale passée, sur la base des données disponibles, notamment celles recueillies en application des prescriptions de l'arrêté d'autorisation et de la réglementation en vigueur :
- *La conformité de l'installation vis-à-vis des prescriptions de l'arrêté d'autorisation en vigueur et notamment des valeurs limites d'émission.*

Le bilan de fonctionnement fait le point sur les différentes prescriptions de l'arrêté préfectoral du 10 décembre 1997 et sur la conformité ou non de l'installation par rapport à ces prescriptions. Les non-conformités relevées sont les suivantes :

### Article XIII – 3 de l'arrêté préfectoral du 10 décembre 1997

*"... L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ainsi que les modalités de surveillance ou d'autosurveillance des effluents ci-dessous définies."*

Le bilan de fonctionnement précise que de nombreuses mesures (eau, air) ne sont pas conformes aux valeurs limites prescrites dans l'arrêté préfectoral du 10 décembre 1997. Par ailleurs, l'arrêté préfectoral d'autorisation du site ne précise pas de périodicité de contrôle des émissions atmosphériques.

### Article XXXII – niveaux sonores en limites de propriété – arrêté préfectoral du 10 décembre 1997

Le bilan de fonctionnement précise que l'émergence mesurée ne respecte pas les dispositions de l'arrêté préfectoral. Le bilan de fonctionnement précise qu'une étude a été faite afin d'évaluer l'efficacité d'un écran acoustique, mais cette étude n'est pas jointe au bilan. De nouvelles mesures ont été faites en 2007 et n'ont pas montré de non conformité.

### Article XXXXV – 2 – parcs à fûts – arrêté préfectoral du 10 décembre 1997

*"Les stockages de liquides inflammables ou de déchets en contenant sont à au moins 10 m de tout autre stockage, en particulier de matières combustibles."*

Le bilan de fonctionnement précise que l'établissement n'est pas conforme sur ce point, car le local de liquides inflammables est à une distance de 5 m avec le magasin de stockage. Il précise toutefois que ne sont stockés dans ce local que des bidons de 20 l.

→ *La synthèse de la surveillance des émissions, du fonctionnement de l'installation et de ses effets sur l'environnement, en précisant notamment la qualité de l'air, des eaux superficielles et souterraines, et l'état des sols.*

Sur la thématique air, le bilan de fonctionnement rappelle les sources d'émissions principales du site, à savoir :

- le four à plomb, démantelé depuis 2002 ;
- les chaudières ;
- l'atelier de calandrage ;
- l'atelier de préparation du caoutchouc ;
- l'atelier de fabrication des tuyaux ;
- l'atelier de caoutchoutage des patins ;
- l'atelier de fabrication des galets et bandages ;
- l'atelier de fabrication des chambres VP et RL ;
- l'atelier de fabrication des pièces en NYRIM.

Des contrôles de ces effluents ont été effectués en 1998, 2002 et 2006, l'arrêté préfectoral du 10 décembre 1997 n'imposant pas de fréquence sur l'auto surveillance. L'Inspection des Installations Classées a diligenté un contrôle inopiné air en 2008 sur le site et l'exploitant a procédé à de nouvelles mesures en 2009 et 2010. Le site consomme 11 t de solvants par an.

Concernant la thématique eau, le bilan de fonctionnement indique que le site comprend 4 points de rejet :

- rejet 1 : tuyaux : eaux pluviales non polluées et susceptibles d'être polluées / eaux de refroidissement ;
- rejet 2 : chaufferie : eaux pluviales non polluées et susceptibles d'être polluées / eaux de refroidissement ;
- rejet 3 : infirmerie : eaux pluviales non polluées et susceptibles d'être polluées + eaux process tuyaux ;
- rejet 4 : atelier de préparation : eaux pluviales non polluées et susceptibles d'être polluées / eaux de refroidissement.

L'ensemble des eaux est ensuite rejeté dans l'Esches. Des prélèvements sont effectués sur ces quatre points de rejet tous les ans, comme demandé dans l'arrêté préfectoral, pour analyse de la DCO, des MES et des HCT. L'arrêté préfectoral demande également un suivi amont/aval de l'Esches pour la DCO, les MES, les HCT et les composés organohalogénés (AOx). Ces analyses ont été faites en 1998, 1999, 2000, 2002, 2003, 2004 et 2005.

Un contrôle inopiné a été diligenté en 2010 par l'Inspection des Installations Classées sur les rejets eau du site.

Sur la thématique bruit, le bilan de fonctionnement précise que des mesures ont été réalisées en limite de propriété en 2005. Les émergences mesurées se sont révélées supérieures au niveau d'émergence maximum prescrit dans l'arrêté préfectoral du 10 décembre 1997. De nouvelles mesures ont été faites en 2007 et n'ont pas montré de non conformité. L'exploitant indique qu'il n'a donc pas besoin de mettre en œuvre un plan d'action spécifique.

→ *L'évolution des flux des principaux polluants et de la gestion des déchets :*

Sur la thématique air, l'exploitant précise que les analyses des fumées au sortir de la chaufferie gaz ne sont suivies que depuis 2006 et ne permettent pas d'analyse complémentaire. Un bilan massique en COV est présenté de 1998 à 2005 et montre une diminution de 1999 à 2003, suivie par une augmentation en 2004 et une consommation en 2005 proche de celle de 1999 (11 426 kg de COV).

Sur la thématique eau

*Au niveau du rejet 1 (atelier de fabrication tuyaux) :*

Paramètre	Concentration maximale fixée dans l'arrêté préfectoral du 10 décembre 1997 en mg/l	Concentrations mesurées 1998 / 1999 / 2000 / 2002 / 2003 / 2005 / 2007
DCO	40	29 / 110 / 16 / 27 / 30 / 20 / 20
MES	30	16 / 390 / 65 / 5,4 / 9 / 44 / 7
HCT	1	0,24 / 0,7 / 0,16 / 0,5 / 0,2 / 0,05 / 0,05

*Au niveau du rejet 2 (chaufferie) :*

Paramètre	Concentration maximale fixée dans l'arrêté préfectoral du 10 décembre 1997 en mg/l	Concentrations mesurées 1998 / 1999 / 2000 / 2002 / 2003 / 2005 / 2007
DCO	40	16 / 13 / 10 / 41 / 30 / 20 / 22
MES	30	5 / 36 / 69 / 8,6 / 10 / 6 / 54
HCT	1	0,24 / 0,1 / 0,12 / 0,5 / 0,05 / 0,66 / 0,05

*Au niveau du rejet 3 (infirmerie) :*

Paramètre	Concentration maximale fixée dans l'arrêté préfectoral du 10 décembre 1997 en mg/l	Concentrations mesurées 1998 / 1999 / 2000 / 2003 / 2005 / 2007
DCO	90	11 / 10 / 10 / 30 / 75 / 247
MES	30	18 / 7 / 7 / 10 / 6 / 42
HCT	5	0,29 / 0,2 / 0,1 / 0,05 / 0,07 / 0,23

*Au niveau du rejet 4 (atelier de fabrication de caoutchouc) :*

Paramètre	Concentration maximale fixée dans l'arrêté préfectoral du 10 décembre 1997 en mg/l	Concentrations mesurées 1998 / 1999 / 2000 / 2002 / 2003 / 2005 / 2007
DCO	40	86 / 59 / 150 / 70 / 50 / 20 / 132
MES	30	11 / 11 / 7 / 11 / 6 / 4 / 14
HCT	1	0,66 / 0,15 / 2,4 / 0,5 / 0,05 / 0,05 / 0,05

Le suivi de l'impact de l'exploitation sur l'Esches a été réalisé en 1998, 1999, 2000 et 2002, alors que l'arrêté préfectoral du 10 décembre 1997 demande une analyse annuelle en amont et en aval sur l'Esches.

La consommation d'eau est relativement constante, sauf en 2004 et 2005 suite à une rupture de canalisation. La consommation moyenne annuelle d'eau de ville est de 50 000 m<sup>3</sup>. La consommation annuelle d'eau de rivière est de 260 000 m<sup>3</sup>. Sur ces volumes d'eau, 117 m<sup>3</sup> sont consommés, le reste étant rejeté dans l'Esches.

Sur la thématique énergie, la consommation d'électricité est stable sur la période 1997 – 2006 avec une consommation moyenne de 5 500 MWh. La consommation de gaz est également stable sur cette même période avec une consommation moyenne de 13 300 MWh et 900 MWh (deux compteurs gaz sont sur le site).

Sur la thématique déchets, le bilan de fonctionnement dresse une liste exhaustive des déchets produits depuis 1997 sur le site de PERSAN, précisant la nature des déchets concernés, la filière d'élimination, le traitement et le tonnage. Le bilan de fonctionnement conclut, sur ce point, que le nombre de déchets entrant dans le processus de récupération a augmenté depuis 1997, générant un traitement plus écologique des déchets.

→ Un résumé des accidents et incidents qui ont pu porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement :

Le bilan de fonctionnement précise que le chef d'établissement n'a pas eu connaissance de tels événements sur son site de PERSAN.

a) Les éléments venant compléter et modifier l'analyse des risques des effets de l'installation sur l'environnement et la santé

Le bilan de fonctionnement précise que les installations ont peu évolué depuis la dernière étude d'impact datant de 1997. Les modifications apportées tendent plutôt vers une diminution du risque et des impacts sur la santé :

Installation	Etat	Commentaire	Impact résultant
Transformateur au PCB	Suppression		Réduction du risque de pollution des sols
trichloroéthylène	Suppression de l'utilisation de ce produit		Réduction du risque de pollution
Cuves enterrées	Inertage	Cuves double paroi	Réduction du risque de pollution des sols
Magasin de stockage tuyaux	Création		Risque d'incendie et donc d'émission de fumées et d'eaux incendie polluées
Chaudière au fioul	Modification des énergies utilisées	Chaudière au fioul utilisée uniquement en secours de la chaudière gaz Aucun achat de fioul depuis environ deux ans	Réduction du risque de pollution des sols et de l'air
Groupes froids	Installation	11 groupes froids sur le site, installés depuis 1997 et notamment en 2001 et 2005	Réduction de la consommation en eau de ville et en eau de rivière

Concernant l'air, la mesure de l'impact sur l'environnement et la santé semble difficile pour l'exploitant du fait du faible nombre de mesures. L'exploitant note toutefois qu'il n'a pas eu connaissance de plaintes de riverains sur ce sujet.



b) Une analyse des performances des moyens de prévention et de réduction des pollutions par rapport à l'efficacité des techniques disponibles

Le bilan de fonctionnement fournit la liste des investissements suivante :

- Etudes et analyses :

Intitulé	Commentaire	Etat	Coût en €
Plan de réduction de la consommation en eau de rivière	Projet d'installation de groupes froids pour réduire le pompage en eau de rivière et les rejets dans l'Esches	Etude engagée début 2006	1 600 000
Analyse de plomb dans les sols de surface au voisinage du site	Etude réalisée suite au démantèlement du four à plomb	Rapport final édité en août 2006	4 875
Campagne de recherche des substances dangereuses dans l'Esches	Démarche proposée par le Val d'Oise sur la base du volontariat	Mesures réalisées du 20 au 21 janvier 2005	2 250
Etude sur la mise en place d'eau adoucie par osmose	Projet d'adoucisseur visant à réduire la consommation en eau et en produits chimiques	Mis en place en 2008	300 000
Etude de réduction des émissions sonores	Etude sur l'impact d'un merlon en limite de propriété pour le projet de construction de pavillons	Etude réalisée en octobre 2005	4 400
TOTAL			1 911 525

- Matériels et moyens humains :

Investissement	Utilisation	Coût en €
Couverture du stockage d'huiles et installation d'un décanteur	Réduction du risque de pollution	15 000
Inertage des cuves enterrées, double paroi		8 000
Rénovation du parc compresseurs	Bruit et air	102 000
Echappement autoclaves	Réduction du bruit	11 200
Rétention au niveau des 3 cuves aériennes		/
Obturbateurs sur chaque point de rejets		18 000
Coordinateur sécurité TMD		1 200
Installation de groupes froids		144 000
Installation de vannes de gaz en entrée de différents bâtiments	Bâtiment : VP moulées ; chaufferie ; maintenance ; magasins ; préparation	/
TOTAL PARTIEL		281 418

d) Les mesures envisagées par l'exploitant sur la base des meilleures techniques disponibles pour supprimer, limiter et compenser les inconvénients de l'installation ainsi que l'estimation des dépenses correspondantes, tel que prévu au d) de l'article 3 du décret n° 77-1133. Ces mesures concernent notamment la réduction des émissions et les conditions d'utilisation rationnelle de l'énergie

Le bilan de fonctionnement précise les mesures principales envisagées par l'exploitant, qui concernent surtout la thématique énergie :

- pour l'électricité :
  - consignes d'extinction des lumières et ordinateurs dans les bureaux en fin de journée ;
  - installation d'interrupteurs crépusculaires et d'interrupteurs de présence ;
  - présence de ballons électriques d'eau chaude sanitaire ;
  - cellules photoélectriques pour régler l'éclairage des ateliers en fonction de la luminosité ambiante ;
  - modification du contrat EDF : site éligible avec obligation de réduire sa consommation et de se rapprocher le plus possible du barème établi ;
- pour le gaz :
  - contrôle régulier des purgeurs ;
  - installation de détendeurs vapeurs pour envoyer dans le réseau une vapeur à 140 °C.

e) Les mesures envisagées pour placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement en cas de cessation définitive de toutes les activités

Le bilan décrit les éléments qui doivent être pris en compte suite à une cessation d'activités, à savoir l'élimination des déchets, l'état des sols, leur surveillance si des substances pouvant les polluer ont été utilisées sur le site, le démantèlement éventuel de l'installation, l'usage prévisible du site.

Suite au démantèlement du four à plomb, un diagnostic plomb a été fourni en 2006 et a conclu à l'absence d'impact significatif par le plomb attribuable aux émissions du site.

### **III – AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

Le bilan de fonctionnement comporte l'ensemble des éléments demandés dans l'arrêté ministériel du 29 juin 2004. Il est à noter que depuis la remise du bilan de fonctionnement, l'Inspection des Installations Classées a fait réaliser des contrôles inopinés air et eau afin de mieux connaître les émissions du site et compléter les données du bilan de fonctionnement.

a) Sur les aspects risques chroniques

#### **→ Sur l'air**

L'exploitant a indiqué dans son bilan de fonctionnement qu'il n'est pas en conformité avec certaines valeurs limites prescrites dans son arrêté.

Il précise qu'en prenant en référence l'arrêté ministériel du 02 février 1998 *relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation*, il n'est plus en non conformité, puisque cet arrêté ministériel n'impose de valeur limite d'émission que pour un flux de COV supérieur à 2 kg/h et que les résultats de contrôle des rejets de 2006 montre que le flux de COV sur l'ensemble des émissaires du site est inférieur à 2 kg/h (l'arrêté précité indique que le flux à prendre en compte en cas d'émission d'un même polluant sur plusieurs émissaires est le flux total).

Pour rappel, l'activité exercée par HUTCHINSON est explicitement visée dans l'arrêté ministériel du 02 février 1998 à l'article 30-24 (*emploi ou réemploi de caoutchouc – toute activité de mixage, de malaxage, de calandrage, d'extrusion et de vulcanisation de caoutchouc naturel ou synthétique ainsi que toute opération connexe destinée à transformer le caoutchouc naturel ou synthétique en produit fini*), mais pour une consommation de solvants supérieure à 15 t par an. Or, le site consomme 11 t de solvants par an. C'est donc l'article 27 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 qui s'applique aux rejets atmosphériques de HUTCHINSON : «*si le flux horaire total dépasse 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m<sup>3</sup>.*»

Dans son bilan de fonctionnement, l'exploitant précise que le flux horaire total de ses installations est inférieur à 2 kg/h.

Il a fait procéder à des contrôles complémentaires en 2009 et en 2010. Le contrôle effectué en 2009 a porté sur les installations suivantes :

- le beadlock (atelier de fabrication de patins en caoutchouc) ;
- la tresseuse n° 2 (tressage de fils autour d'un tuyau en caoutchouc) ;
- l'atelier de nettoyage des molettes ;
- la préparation 2<sup>ème</sup> suiveur (étirement de caoutchouc).

Le débit de COV global mesuré en 2009 était de moins de 200 g/h, soit très inférieur au débit de 2 kg/h précisé dans l'arrêté ministériel du 02 février 1998 au delà duquel les rejets en COV doivent être réglementés, mais ne portait pas sur l'ensemble des installations génératrices de COV.

Le débit de COV global mesuré en 2010 était de plus de 3 000 g/h, soit au-dessus du seuil de 2 kg/h. Ce contrôle a porté sur les installations suivantes (les concentrations sont à comparer à la valeur limite de 110 mg/Nm<sup>3</sup> – les émissions non conformes sont en gras ci-dessous) :

- secteur patins :
  - Adhésation des axes (concentration en COV non méthanique de 82 mg éq C/Nm<sup>3</sup>) ;
  - Tour beadlock B001 (concentration en COV non méthanique de **232** mg éq C/Nm<sup>3</sup>) ;
  - Tour beadlock B002 (concentration en COV non méthanique de 102 mg éq C/Nm<sup>3</sup>) ;
  - CRF – application manuelle d'un apprêt : (concentration en COV non méthanique de 17 mg éq C/Nm<sup>3</sup>) ;
  - Adhésation manuelle des semelles patins (concentration en COV non méthanique de 81 mg éq C/Nm<sup>3</sup>) ;
  - Adhésation des galets – application manuelle (concentration en COV non méthanique de 14 mg éq C/Nm<sup>3</sup>) ;
  - Aspiration des pots d'adhésation des galets (concentration en COV non méthanique de 16 mg éq C/Nm<sup>3</sup>) ;

- secteur tuyaux :

- Soudage corde (concentration en COV non méthanique de **181 mg éq C/Nm<sup>3</sup>**) ;
- Tresseuse (concentration en COV non méthanique de **35 mg éq C/Nm<sup>3</sup>**) ;
- Tresseuse osterman (concentration en COV non méthanique de **41 mg éq C/Nm<sup>3</sup>**) ;
- Nettoyage molettes (concentration en COV non méthanique de **304 mg éq C/Nm<sup>3</sup>**).

Le flux de COV étant bien supérieur à 2 kg/h, l'Inspection des Installations Classées propose donc de réglementer les émissions en COV du site, suivant les valeurs limites d'émission indiquées à l'article 27-7 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 et reprises à l'article 3.2.2. du projet de prescriptions annexé au présent rapport. Ces valeurs limites en COV sont directement issues de l'arrêté ministériel du 02 février 1998. Dans un mél du 15 avril 2010, l'exploitant a indiqué à l'Inspection des Installations Classées qu'un traitement des COV va être mis en place au niveau des tours beadlock.

Le projet de prescriptions prévoit une analyse annuelle des rejets atmosphériques des secteurs patin et tuyaux par un laboratoire extérieur, à l'article 3.2.3. et la transmission de ces résultats à l'Inspection des Installations Classées.

Pour rappel, le four à plomb autrefois utilisé a été démantelé et il n'y a plus de surveillance des émissions de plomb nécessaire pour ce site.

L'arrêté ministériel du 02 février 1998 demande à l'article 27-7 que l'arrêté fixe une valeur limite annuelle des émissions diffuses. Il est proposé de fixer un flux annuel des émissions diffuses de 25 % de la quantité de solvants utilisée (article 3.2.4. du projet de prescriptions).

Le site comporte également une chaufferie d'une puissance thermique totale de 18 MW, fonctionnant pour partie au fioul lourd et pour l'autre partie au gaz naturel. Il est également nécessaire de réglementer les émissions de cette chaufferie, qui feront l'objet d'un contrôle tous les 2 ans par un laboratoire extérieur. Afin de réglementer cette chaufferie, les textes pris en compte sont :

- l'arrêté ministériel du 10 octobre 1997 *relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 : Combustion* ;
- l'arrêté interpréfectoral n° 2007-1590 *relatif à la mise en œuvre du plan de protection de l'atmosphère et à la réduction des émissions de polluants atmosphériques en Ile-de-France*.

Les valeurs limites d'émission sont indiquées à l'article 3.2.2. et les périodicités de contrôle sont indiquées à l'article 3.2.3..

### → Sur l'eau

De façon générale, le projet de prescriptions rappelle, en son article 4.1.2., que l'exploitant doit prendre toutes les dispositions pour limiter les consommations d'eau, notamment par les évolutions des systèmes de refroidissement des procédés sur le site.

Concernant les valeurs limites d'émission applicables aux rejets aqueux du site, l'exploitant a effectué un contrôle en 2009, et l'Inspection des Installations Classées a fait diligenter un contrôle inopiné en 2010.

Le résultat de ces contrôles est le suivant :

	REJET 1 TUYAU	REJET 2 CHAUFFERIE	REJET 3 INFIRMERIE	REJET 4 PREPARATION 1	REJET 5 PREPARATION 2
DEBIT MAX 2009 EN M <sup>3</sup> /H 2010	17,88 9	3,18 0,37	27,45 26,51	30,39 28,20	TRES FAIBLE
DEBIT MOY 2009 EN M <sup>3</sup> /H 2010	5,33 4,57	0,45 0,23	14,91 15,71	9,2 18,35	
DCO 2009 EN MG/M <sup>3</sup> 2010	176 55	132 261	22 40	< 20 39	TRES FAIBLE 91
MES 2009 EN MG/M <sup>3</sup> 2010	26 26	8 15	8 59	18 3	19
HYDROCARBURES TOTAUX 2009 EN MG/M <sup>3</sup> 2010	0,2 < 0,1	0,06 0,33	< 0,05 0,15	< 0,05 < 0,1	0,19

En terme de débit, dans l'arrêté de 1997, l'exploitant était autorisé à rejeter ses eaux à un débit maximum de 25 m<sup>3</sup>/h pour les rejets 1, 2 et 3, et à 50 m<sup>3</sup>/h pour le rejet 4. Les résultats des contrôles effectués en 2009 et 2010 montrent que le débit maximum est légèrement supérieur à 25 m<sup>3</sup>/h au point de rejet 3 alors qu'il est très inférieur à 25 m<sup>3</sup>/h au niveau du rejet 2. Il est donc proposé d'ajuster les débits maximum autorisés au niveau des rejets 1 à 4 aux valeurs suivantes : 25 m<sup>3</sup>/h ; 20 m<sup>3</sup>/h ; 30 m<sup>3</sup>/h ; 50 m<sup>3</sup>/h. Au global, le débit maximum autorisé reste équivalent à celui qui figure dans l'arrêté préfectoral de 1997. Il est également proposé de fixer un débit moyen sur 24 h (ce qui ne figure pas dans l'arrêté préfectoral de 1997), qui est indiqué à l'article 4.3.9.1. du projet de prescriptions techniques, et qui permet de mieux gérer l'impact des rejets du site sur le milieu naturel.

En ce qui concerne les valeurs limites d'émission en polluants applicables au site, l'objectif de qualité de l'Esches est de 2N3P3 (MES : 70 mg/l, DCO : 40 mg/l). Il est à noter que l'article 32 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998, qui donne des concentrations maximales en polluants rejetés dans le milieu naturel, ne s'applique pas, du fait de l'antériorité du site. Au vu des contrôles réalisés dans les rejets du site, l'exploitant n'est pas en capacité de respecter les valeurs limites d'émission qui sont indiquées dans son arrêté préfectoral de 1997 (DCO : 40 mg/l ; MES : 30 mg/l) et ce sur la plupart de ses rejets. Lors de l'inspection du 19 février 2010, l'exploitant a indiqué que cette non conformité est due à l'activité d'extrusion, dont les eaux de refroidissement, en contact avec les matériaux plastiques extrudés, sont renvoyées vers les rejets 1 et 2 du site.

Le débit de l'Esches (fréquence quinquennale) étant 10 fois supérieur au débit du site HUTCHINSON (0,404 m<sup>3</sup>/s), il est proposé d'augmenter les valeurs limites autorisées en DCO au niveau des rejets 1 et 2 et de les porter à 200 mg/l. Pour les MES au niveau du rejet 3, il est proposé de relever la valeur limite à 70 mg/l. Il est à noter que le flux maximum journalier reste identique entre l'arrêté préfectoral de 1997 et la proposition d'arrêté préfectoral annexée au présent rapport (article 4.3.9.1.) et que l'exploitant, lors des contrôles de 2009 et 2010, n'a relevé aucune non conformité sur ses rejets d'eau concernant les flux maximum journaliers en DCO, MES et hydrocarbures totaux.

Le projet de prescriptions impose une surveillance annuelle au niveau des différents points de rejet (article 4.3.9.2.) et la transmission de ces résultats à l'Inspection des Installations Classées.

Le projet de prescriptions reprend la nécessité de suivre l'Esches avec une comparaison amont / aval, afin de s'assurer que le site ne génère pas de pollution du milieu naturel (article 4.3.9.3.). La surveillance devra porter sur la DCO, les MES ainsi que les hydrocarbures totaux. L'exploitant devra transmettre les résultats à l'inspection des installations classées. En 2009, une mesure en amont et en aval du site a été réalisée et a donné les résultats suivants :

	DCO en mg/m <sup>3</sup>	MES en mg/m <sup>3</sup>	Hydrocarbures totaux en mg/m <sup>3</sup>
Amont	< 20	25	< 0,05
Aval	31	40	0,16

### → Sur les déchets

Le projet de prescriptions reprend au titre 5 les prescriptions générales sur le traitement des déchets pour les installations classées.

### → Sur le bruit

L'exploitant a réalisé deux campagnes de mesures de bruit, une en 2005 et l'autre en 2007. Celle de 2005 a montré une non conformité et celle de 2007 a montré que le site est conforme à son arrêté préfectoral. L'Inspection des Installations Classées propose donc de demander à l'exploitant de réaliser tous les 3 ans une mesure du bruit et des émergences. La prochaine mesure devra être réalisée en avant le 31 décembre 2011. Ce point est repris au chapitre 6.4 du projet de prescriptions.

### → Sur la santé

Le BREF relatif à la fabrication de polymères ne s'applique pas formellement à la Société HUTCHINSON, puisque celle-ci n'a pas d'activité de synthèse de polymères. Ce document précise les meilleures techniques disponibles pour la fabrication de caoutchouc synthétique butadiène – styrène. Le document souligne que, depuis 10 ans, les plus gros fabricants de caoutchouc (les producteurs en amont d'HUTCHINSON) ont modifié leur process afin d'éliminer les nitrosamines, produits potentiellement cancérogènes.

Ces nitrosamines sont retrouvées dans les rejets atmosphériques de l'établissement de PERSAN. Dans son courrier de juillet 2007, l'exploitant précise les mesures de réduction des nitrosamines déjà mises en œuvre :

- arrêt des achats de grades caoutchoucs incriminés ;
- suppression de l'accélérateur primaire dans les mélanges.

Les nitrosamines sont générées par les accélérateurs secondaires et en particulier ceux de la famille de thiurames. Le remplacement de ces produits pose des problèmes techniques à l'exploitant.

Le projet de prescriptions techniques demande à l'exploitant de réaliser des mesures tous les 2 ans en nitrosamines en sortie de l'émissaire de la vulcanisation, afin de pouvoir suivre l'évolution de ces émissions (article 3.2.3.).

Le site n'utilise pas de solvant à phrase de risque R45, R46, R49, R60, R61 (ou de mention de danger H340, H350, H350i, H360D, H360F) et halogénés R40 ou R68 (ou de mention de danger H341 ou H351), ou solvants annexe III de l'arrêté ministériel du 02 février 1998. Le projet de prescriptions demande à l'article 3.2.5. que l'exploitant prévienne l'Inspection des Installations Classées en cas de classement ultérieur d'un solvant utilisé sous une de ces phrases de risque.

Le site est soumis à la déclaration annuelle à l'Inspection des Installations Classées de ses émissions sur le site GEREP, conformément à l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 *relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets*. Ce point est repris à l'article 8.1.1.1. et précise les éléments qui doivent être inclus dans cette déclaration : les volumes d'eaux prélevées, les volumes d'eaux rejetées, la production de déchets dangereux.

#### **b) Sur la partie risques accidentels**

Pour rappel, l'arrêté préfectoral de 1997 précise que les stockages de liquides inflammables ou de déchets en contenant doivent être à au moins 10 m de tout autre stockage, en particulier de matières combustibles. Or, le bilan de fonctionnement précise que l'établissement n'est pas conforme sur ce point, car le local de liquides inflammables est à une distance de 5 m avec le magasin de stockage. L'exploitant a indiqué, dans son complément du 30 juillet 2007, que ce local stocke au maximum 1 670 l de produits et est muni d'une détection incendie avec report d'alarme sur la centrale incendie du site et chez une société de gardiennage, ce qui doit permettre à l'exploitant de réagir rapidement en cas de départ d'incendie sur ce local. L'article 7.3.5. du projet de prescriptions reprend la présence de cette détection incendie dans ce magasin, et les dispositions d'éloignement n'ont donc pas été reprises, du fait de cette mesure compensatoire mise en œuvre par l'exploitant.

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 *relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées* s'applique au site HUTCHINSON, comme indiqué à l'article 7.2.4. du projet de prescriptions annexé au présent rapport.

Le projet de prescriptions précise à l'article 7.5.3.1. que le site dispose d'une rétention de  $1\,000\text{ m}^3 + 850\text{ m}^3$  pour recueillir les éventuelles eaux d'extinction incendie.

#### **IV – PROPOSITION ET CONCLUSION**

Le bilan de fonctionnement et les contrôles diligentés par l'Inspection des Installations Classées ont montré que les prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 décembre 1997 nécessitent d'être actualisées, afin de prendre en compte les évolutions réglementaires, de mettre à jour le tableau de classement du site et de permettre à l'Inspection des Installations Classées un meilleur suivi de cette installation.

Un projet de prescriptions a été rédigé en ce sens et est annexé au présent rapport. Nous proposons à M. le Préfet du département du Val d'Oise de porter ce dossier à l'ordre du jour du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) pour avis des membres de cette commission, suivant l'article R 512-25 du code de l'environnement.

Le site, au vu du tableau de classement mis à jour, n'est plus soumis à la remise d'un bilan de fonctionnement tous les 10 ans.

## **Annexe 1 : localisation des installations**



Echelle : 1/2000







